

Comité Technique Ministériel du 26 Mai 2015

Déclaration liminaire

Messieurs les Ministres,

Depuis notre dernière rencontre au sein de cette instance, voilà déjà plus de huit mois, notre Fédération fait le constat d'une dégradation du dialogue social dans nos ministères.

Cette situation se matérialise par la tenue en tout et pour tout de deux groupes de travail du CTM depuis le début de cette année, qui à chaque fois se sont terminés prématurément, en raison d'un manque d'informations évidents de vos services (sur la revue des missions et la réforme territoriale) et des propositions inacceptables pour les agents (notamment sur les mesures catégorielles).

Pourtant, dans cette même période nombre de dossiers ont connu des évolutions particulièrement importantes pour les services et pour le quotidien des agents.

Telle fut le cas de la mise en œuvre de la loi de Finances 2015, avec ses 2500 nouvelles suppressions d'emplois et sa baisse conséquente des crédits de fonctionnement.

A peine votée, vous entendez prolonger cette orientation budgétaire jusqu'en 2017.

Dans le contexte géopolitique actuel, nous avons pris connaissance des annonces concernant le budget du ministère de la Défense.

Ces nouveaux choix budgétaires amplifient les inquiétudes des personnels des Finances pour ceux de leurs ministères.

Il est totalement incompréhensible dans une période où l'État cherche à lutter contre toutes les fraudes économiques et fiscales, y compris celles liées au terrorisme, de vouloir parallèlement démanteler les réseaux en charge de ces missions.

Refuser de considérer les directions de Bercy comme prioritaires dans l'action de l'État est une lourde faute.

Les agents ne se contentent plus, depuis longtemps, des communiqués de presse louant leur savoir-faire, ils veulent des preuves concrètes qui ne peuvent être que l'arrêt des suppressions d'emplois et l'abandon des plans dits stratégiques.

Les fédérations vous ont adressé quatre courriers ces dernières semaines. Comprenez la singularité et l'importance d'une telle initiative unitaire.

Ces courriers reprennent de façon succincte mais suffisamment explicite les urgences sociales de nos ministères: les missions, l'emploi, les conditions de travail, les régimes indemnitaires et le dialogue social.

Nous venons de vous expliquer l'incompréhension de votre politique en matière d'emploi et de missions dont les conséquences sont désastreuses sur les conditions de travail des agents. Votre réponse a été une tentative de contourner ces sujets par l'élaboration d'un plan d'action pour lutter contre les risques psychosociaux.

Contrairement à vos promesses du 6 octobre dernier, il a bien fallu se rendre à l'évidence, vous n'avez donné aucun moyen pour le mettre en œuvre. De plus, notre Fédération ne pouvait accepter que les causes liées à l'exponentielle aggravation des situations de détresse au travail ne soient pas intégrées dans votre projet. De nombreux suicides ou tentatives ont eu lieu depuis le début de l'année dans les différentes directions de Bercy. Alors notre fédération n'a pas peur d'affirmer que la situation de Bercy ressemble à celle qu'a connue France Telecom voici quelques années, car les mêmes causes produisent les mêmes effets.

Quant à la revue des missions et la réforme territoriale, nous sommes ici dans le déni de votre part. Entendre à tour de rôle nos responsables signifier à leurs différents interlocuteurs que la revue des missions ne concerne qu'à la marge les agents de Bercy, c'est au mieux une provocation, au pire une insulte à l'intelligence des agents et de leurs représentants

Que sont le Plan Stratégique des Douanes, la Démarche stratégique à la DGFiP, l'ambition 2025 à l'INSEE, si ce n'est une revue de toutes les missions de ces directions !

Nous vous l'accordons, la différence c'est qu'à Bercy, vous l'avez anticipée en lançant ces chantiers voilà plusieurs mois, certainement au nom de l'exemplarité!

Nous attendons avec impatience l'expression de Monsieur Macron sur le devenir de la DGCCRF, qui se conçoit pour notre fédération par une sortie des DDI.

Le bilan partagé, encore récemment par le rapport des inspections, plaide manifestement pour cette solution, pour permettre à cette direction de retrouver une chaîne de commandement opérationnelle.

Devons nous ranger dans la catégorie « revue des missions » la énième annonce de la mise en œuvre de la retenue à la source pour la perception de l'impôt sur le revenu?

Est-ce une volonté gouvernementale de nouvelle réforme sous la contrainte européenne, un positionnement stratégique à l'approche d'un congrès politique ou bien encore un cheval de Troie pour mieux faire entériner la fin de l'envoi des déclarations papier par courrier ?

Notre fédération a déjà eu largement l'occasion d'exprimer son opposition à la retenue à la source par un argumentaire détaillé et toujours d'actualité.

La réforme territoriale n'a jamais été considérée par notre fédération comme un simple redécoupage de la carte de France. Sous le prétexte de mettre nos territoires en concordance avec la norme européenne, ce qui en soi n'est pas un argument recevable, cette réforme a d'abord et avant tout l'ambition de faire des économies budgétaires sur le dos des agents du service public.

La conséquence d'avoir 13 régions métropolitaines au lieu de 22, c'est bien de voir disparaître par direction concernée 9 entités régionales et les emplois qui vont avec, et en premier lieu les emplois liés aux fonctions supports.

Au final ce sont donc des milliers d'emplois statutaires qui vont disparaître et nos ministères ne feront pas exception. Citons les emplois dans les DIRECCTE, les DREAL, les DR de l'INSEE, les DRFiP et la liste n'est pas exhaustive.

De plus, quand un projet de décret pour une charte de déconcentration prévoit le transfert du pouvoir d'organisation des structures ministérielles et de la gestion des agents sous la responsabilité des Préfets de région, c'est tout simplement l'abandon par les ministres de leurs prérogatives dans la conduite des politiques publiques avec une gestion régionale interministérielle des personnels, à laquelle nous nous opposons..

L'INSEE vient d'officialiser, sans surprise pour notre fédération, la baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires.

Le gel de la valeur du point d'indice depuis maintenant six ans en est une des principales causes, à laquelle il faut rajouter l'augmentation du prélèvement des cotisations retraite et la suppression expresse de l'indemnité exceptionnelle pour des milliers d'agents de nos ministères.

Ce ne sont pas vos propositions en matière de mesures catégorielles qui risquent d'améliorer la situation.

Sur les régimes indemnitaires, et tout particulièrement la RIFSEEP (le Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel) nous sommes dans l'attente de votre réponse à notre courrier unitaire demandant l'exception de non application prévue par le décret.

Nous sommes également dans l'attente de votre arbitrage sur le devenir de l'ex prime de performance collective, dont vous avez annoncé la disparition le 6 octobre dernier.

Les propositions présentées au groupe de travail du 10 mars sont inacceptables, tant sur la forme que sur la fond.

Pour notre fédération, cette prime ne peut être qu'égalitaire et collective, c'est pourquoi nous revendiquons une revalorisation uniforme de l'Indemnité Mensuelle de Technicité avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2015.

Avant de conclure, revenons un instant sur le dialogue social.

Notre fédération a bien compris que vous étiez plus enclin à entendre les revendications du MEDEF, que celles des représentants du personnel.

Jamais le dialogue social n'a si mal porté son nom ! Outre l'agenda social ministériel sur lequel nous nous sommes déjà exprimés, nous pourrions vous développer avec des exemples concrets le mépris à peine voilé de vos directeurs centraux et locaux face à leurs interlocuteurs syndicaux.

Nous pourrions illustrer nos propos par les embûches incessantes mises auprès de nos militants et de nos élus pour exercer leur droit syndical.

Nous vous rappelons le taux de participation (plus de 80% aux dernières élections professionnelles) qui légitime notre représentativité. Votre seule réponse à ce choix démocratique est une volonté inédite de réduire le droit d'expression par une remise en cause des droits syndicaux. En 25 ans, aucun ministre de Bercy n'avait osé le faire !

Notre fédération a voulu concentrer son propos sur l'actualité de nos ministères économiques et financiers, mais nous ne pouvons la disjoindre de l'actualité économique et sociale de notre pays, pour laquelle notre Confédération s'est largement exprimée.

Nous arrivons aux mêmes conclusions, votre politique d'austérité, n'en déplaisent à certains, c'est bien le terme approprié, est un échec économique, social depuis trois ans et maintenant démocratique.

**RETROUVEZ TOUTE L'ACTUALITÉ
DE LA FEDERATION SUR :**

<http://www.financesfo.fr/>